



DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2025/971 DE LA COMMISSION
du 23 mai 2025

relative à l'apurement des comptes des organismes payeurs des États membres en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) au cours de la période de programmation 2014-2022 pour l'exercice financier 2024

[notifiée sous le numéro C(2025) 3160]

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ⁽¹⁾, et notamment son article 104,

vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et (CE) n° 485/2008 du Conseil ⁽²⁾, et notamment son article 51,

après consultation du comité des Fonds agricoles,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 104, paragraphe 1, deuxième alinéa, point a), du règlement (UE) 2021/2116 prévoit que l'article 4, paragraphe 1, point b), l'article 5, l'article 7, paragraphe 3, les articles 9, 17, 21 et 34, l'article 35, paragraphe 4, les articles 36, 37, 38, 40 à 43, 51, 52, 54, 56, 59, 63, 64, 67, 68, 70 à 75, 77, 91 à 97, 99 et 100, l'article 102, paragraphe 2, et les articles 110 et 111 du règlement (UE) n° 1306/2013 continuent de s'appliquer, pour ce qui est du Fonds européen agricole pour le développement durable (Feader), en ce qui concerne les dépenses exposées par les bénéficiaires et les paiements effectués par l'organisme payeur dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de développement rural en vertu du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾ pour l'exercice 2024.
- (2) L'article 64, deuxième alinéa, point a), du règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission ⁽⁴⁾ prévoit que l'article 2, l'article 3, paragraphe 1, premier alinéa, l'article 3, paragraphe 2, l'article 4, paragraphe 1, point b), l'article 5, l'article 6, l'article 7, les articles 21 à 25, l'article 27, l'article 28, l'article 29, l'article 30, paragraphe 1, points a), b) et c), l'article 30, paragraphes 2, 3 et 4, et les articles 31 à 40 du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission ⁽⁵⁾ continuent de s'appliquer, pour ce qui est du Feader, en ce qui concerne les dépenses exposées par les bénéficiaires et les paiements effectués par l'organisme payeur dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de développement rural en vertu du règlement (UE) n° 1305/2013 pour l'exercice 2024.

⁽¹⁾ JO L 435 du 6.12.2021, p. 187, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2021/2116/oj>.

⁽²⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 549, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1306/oj>.

⁽³⁾ Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 487, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1305/oj>).

⁽⁴⁾ Règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence (JO L 20 du 31.1.2022, p. 131, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2022/128/oj).

⁽⁵⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence (JO L 255 du 28.8.2014, p. 59, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2014/908/oj).

- (3) L'article 64, deuxième alinéa, point c), du règlement d'exécution (UE) 2022/128 prévoit que les annexes II et III du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 continuent de s'appliquer aux fins de l'article 32, points f) et g), du règlement d'exécution (UE) 2022/128 pour l'exercice 2024.
- (4) L'article 40, deuxième alinéa, points a), du règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission ⁽⁶⁾ prévoit que les articles 5 et 5 bis, l'article 7, paragraphes 3 et 4, l'article 10, l'article 11, paragraphe 1, deuxième alinéa, l'article 11, paragraphe 2, l'article 12, l'article 13 et l'article 41, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission ⁽⁷⁾ continuent de s'appliquer, pour ce qui est du Feader, en ce qui concerne les dépenses exposées par les bénéficiaires et les paiements effectués par l'organisme payeur dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de développement rural en vertu du règlement (UE) n° 1305/2013 pour l'exercice 2024.
- (5) Conformément à l'article 51 du règlement (UE) n° 1306/2013, il incombe à la Commission, en se basant sur les comptes annuels présentés par les États membres, accompagnés des informations nécessaires à leur apurement, des avis d'audit attestant l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes, ainsi que des rapports établis par les organismes de certification, d'apurer les comptes des organismes payeurs visés à l'article 7 dudit règlement, avant le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.
- (6) Conformément à l'article 35 du règlement (UE) 2021/2116, l'exercice financier agricole commence le 16 octobre de l'année N-1 et s'achève le 15 octobre de l'année N. Lors de l'apurement des comptes pour l'exercice 2024, il y a lieu, en vue d'aligner la période de référence pour les dépenses du Feader sur celle du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA), de tenir compte des dépenses exposées par les États membres entre le 16 octobre 2023 et le 15 octobre 2024, conformément à l'article 11, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) 2022/128.
- (7) L'article 33, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 dispose que les montants qui, conformément à la décision d'apurement des comptes visée à l'article 33, paragraphe 1, dudit règlement d'exécution, sont à recouvrer auprès de chaque État membre ou doivent lui être payés, sont calculés en déduisant les paiements intermédiaires au titre de l'exercice en question des dépenses reconnues pour cet exercice conformément à l'article 33, paragraphe 1. L'article 33, paragraphe 2, troisième alinéa, dudit règlement d'exécution prévoit que la Commission porte lesdits montants en déduction ou en supplément du paiement intermédiaire suivant.
- (8) La Commission a procédé aux vérifications des informations transmises par les États membres et leur a communiqué les résultats correspondants ainsi que les modifications qu'elle propose.
- (9) Pour tous les organismes payeurs, les comptes annuels et les documents les accompagnant permettent à la Commission de se prononcer sur l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes annuels soumis.

⁽⁶⁾ Règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (JO L 20 du 31.1.2022, p. 95, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2022/127/oj).

⁽⁷⁾ Règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (JO L 255 du 28.8.2014, p. 18, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2014/907/oj).

- (10) Conformément à l'article 83 du règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁸⁾, le délai de liquidation des paiements intermédiaires fixé à l'article 36, paragraphe 5, du règlement (UE) n° 1306/2013 peut être interrompu pour une période maximale de six mois afin de procéder à des vérifications supplémentaires à la suite de la transmission d'informations indiquant que ces paiements sont affectés par une irrégularité ayant de graves conséquences financières. En adoptant la présente décision, la Commission devrait prendre en considération les montants concernés par cette interruption afin d'éviter d'effectuer tout paiement inapproprié ou hors délai.
- (11) Conformément à l'article 41 du règlement (UE) n° 1306/2013, la Commission a déjà réduit ou suspendu certains paiements intermédiaires pour l'exercice 2024, du fait que des dépenses n'ont pas été effectuées conformément aux règles de l'Union. Dans la présente décision, la Commission devrait tenir compte desdits montants réduits ou suspendus sur la base de l'article 41 dudit règlement afin d'éviter d'effectuer tout paiement ou remboursement inapproprié ou hors délai qui pourrait ultérieurement faire l'objet d'une correction financière.
- (12) L'article 36, paragraphe 3, premier alinéa, point b), du règlement (UE) n° 1306/2013 prévoit que les paiements intermédiaires sont effectués sans dépassement de la participation totale prévue du Feader. En vertu de l'article 23, paragraphe 2, du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014, lorsque le total cumulé des déclarations de dépenses dépasse le total de la participation prévue pour un programme de développement rural, le montant à payer doit être plafonné au montant prévu, sans préjudice du plafond fixé à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013. Les montants plafonnés feront l'objet d'un remboursement ultérieur de la Commission, à la suite de l'adoption du plan de financement modifié ou à la clôture du programme.
- (13) Conformément à l'article 39 *quater*, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1305/2013, le soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs et aux PME particulièrement touchés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie doit être versé au plus tard le 15 octobre 2023. Les paiements effectués après cette date sont considérés comme non admissibles et doivent être dûment pris en compte dans la présente décision.
- (14) L'article 41, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013 fixe des seuils pour les paiements liés aux instruments financiers, en prévoyant que chaque demande de paiement intermédiaire présentée durant la période d'admissibilité ne puisse pas excéder 25 % du montant total des contributions du programme engagées pour l'instrument financier au titre de l'accord de financement. Toute dépense dépassant ces seuils est considérée comme non admissible au remboursement.
- (15) Conformément à l'article 75, paragraphe 1, quatrième alinéa, du règlement (UE) n° 1306/2013, les délais de paiement concernant les mesures de développement rural relevant du système intégré de gestion et de contrôle, s'appliquent à compter de l'année de demande 2019. Les réductions pour non-respect des délais de paiement les plus récents, calculées conformément à l'article 5 bis du règlement délégué (UE) n° 907/2014, suivent la procédure prévue aux articles 40 et 41 du règlement (UE) n° 1306/2013 et doivent être prises en considération dans la présente décision pour l'exercice 2024. Ces réductions pourraient être examinées, le cas échéant, dans le cadre de la procédure d'apurement de conformité conformément à l'article 52 du règlement (UE) n° 1306/2013.
- (16) Il convient que la présente décision couvre également les ressources supplémentaires visées à l'article 58 bis du règlement (UE) n° 1305/2013.
- (17) Conformément à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013, le total cumulé du préfinancement et des paiements intermédiaires ne doit pas dépasser 95 % de la contribution du Feader en faveur de chaque programme de développement rural. Les programmes suivants ont atteint leurs seuils: 2014AT06RDNP001, 2014CZ06RDNP001, 2014DE06RDRP003, 2014DE06RDRP004, 2014FI06RDRP001, 2014FR06RDNP001, 2014FR06RDRP074, 2014FR06RDRP082, 2014FR06RDRP083, 2014HU06RDNP001, 2014IE06RDNP001, 2014LU06RDNP001 et 2014PT06RDRP002. Le solde restant dû pour ces programmes sera réglé à la clôture du programme.

⁽⁸⁾ Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 320, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1303/oj>).

- (18) En vertu de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013, les conséquences financières du non-recouvrement de montants irréguliers doivent être supportées à hauteur de 50 % par l'État membre concerné, lorsque le recouvrement n'a pas eu lieu dans un délai de quatre ans à compter de la date de la demande de recouvrement, ou de huit ans si le recouvrement est porté devant les juridictions nationales. L'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1306/2013 fait obligation aux États membres de joindre aux comptes annuels qu'ils doivent soumettre à la Commission conformément à l'article 29 du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 un tableau certifié où figurent les montants à leur charge en vertu de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013. Les règles d'application de l'obligation imposée aux États membres de notifier les montants à recouvrer sont définies dans le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014. L'annexe II du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 présente le modèle de tableau que les États membres doivent utiliser pour fournir des informations sur les montants à recouvrer. Sur la base des tableaux remplis par les États membres, il convient que la Commission prenne une décision sur les conséquences financières découlant du non-recouvrement des irrégularités datant, respectivement, de plus de quatre ou de plus de huit ans.
- (19) En vertu de l'article 54, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1306/2013, les États membres peuvent, pour des motifs dûment justifiés, décider de ne pas poursuivre le recouvrement. Cette décision ne peut être prise que si les frais déjà engagés et risquant d'être engagés dépassent au total le montant à recouvrer ou si le recouvrement s'avère impossible à cause de l'insolvabilité du débiteur ou des personnes juridiquement responsables de l'irrégularité, constatée et admise conformément au droit national de l'État membre concerné. Si la décision a été prise dans un délai de quatre ans après la date de la demande de recouvrement, ou de huit ans si le recouvrement fait l'objet d'une action devant les juridictions nationales, les conséquences financières de l'absence de recouvrement sont supportées à hauteur de 100 % par le budget de l'Union. Les montants pour lesquels un État membre donné a décidé de ne pas poursuivre le recouvrement et les motifs de sa décision doivent figurer dans le rapport de synthèse visé à l'article 54, paragraphe 4, dudit règlement. Ces montants ne devraient donc pas être imputés aux États membres concernés et sont par conséquent à la charge du budget de l'Union.
- (20) Il convient que la présente décision prenne également en compte les montants encore à imputer aux États membres à la suite de l'application de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013 en ce qui concerne la période de programmation 2007-2013 pour le Feader.
- (21) Conformément à l'article 51 du règlement (UE) n° 1306/2013, il convient que la présente décision soit sans préjudice des décisions que la Commission pourrait prendre ultérieurement en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément aux règles de l'Union,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les comptes des organismes payeurs des États membres sont apurés en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), compte tenu également des ressources supplémentaires visées à l'article 58 bis du règlement (UE) n° 1305/2013, pour l'exercice financier 2024 et relatives à la période de programmation 2014-2022.

Les montants recouvrables auprès de chaque État membre ou payables à chaque État membre concerné au titre de chaque programme de développement rural conformément à la présente décision figurent à l'annexe I de la présente décision.

Article 2

Les montants à imputer aux États membres à la suite de l'application de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013, en ce qui concerne la période de programmation 2014-2022 et la période de programmation 2007-2013 pour le Feader, figurent à l'annexe II de la présente décision.

Article 3

Les réductions pour non-respect des délais de paiement les plus récents conformément à l'article 75, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1306/2013 au titre de chaque programme de développement rural sont fixées à l'annexe III de la présente décision.

Article 4

La présente décision est sans préjudice de futures décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre, en vertu de l'article 52 du règlement (UE) n° 1306/2013, en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément aux règles de l'Union.

Article 5

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 mai 2025.

Par la Commission
Christophe HANSEN
Membre de la Commission

Apurement des dépenses du Feader par programme de développement rural pour l'exercice financier 2024

Montants à recouvrer auprès de l'État membre ou à payer à celui-ci, par programme

Programmes approuvés pour lesquels des dépenses ont été déclarées au titre du Feader 2014-2020

en EUR

État membres	CCI	Dépenses 2024	Corrections (*)	Total	Montants non réutilisables	Montants acceptés et apurés pour l'exercice financier 2024	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier (**)	Solde à payer à la clôture de la période de programmation car le seuil de 95 % a été atteint (***)	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii - iv	vi	vii	viii = v - vi - vii
AT	2014AT06RDNP001	385 717 094,18	- 925 533,74	384 791 560,44	0,00	384 791 560,44	377 901 744,19	7 805 048,13	- 915 231,88
BE	2014BE06RDRP001	64 484 765,23	0,00	64 484 765,23	0,00	64 484 765,23	64 484 760,31	0,00	4,92
BE	2014BE06RDRP002	26 049 135,48	- 296 326,69	25 752 808,79	0,00	25 752 808,79	25 755 670,37	0,00	- 2 861,58
BG	2014BG06RDNP001	306 463 437,81	- 15 476,70	306 447 961,11	0,00	306 447 961,11	306 447 959,61	0,00	1,50
CY	2014CY06RDNP001	11 534 876,35	- 3 221,06	11 531 655,29	0,00	11 531 655,29	11 292 763,57	0,00	238 891,72
CZ	2014CZ06RDNP001	103 582 421,56	494 242,95	104 076 664,51	0,00	104 076 664,51	51 970 573,41	52 106 162,31	- 71,21
DE	2014DE06RDRP003	66 573 538,54	- 961 710,21	65 611 828,33	0,00	65 611 828,33	63 179 368,04	2 434 424,09	- 1 963,80
DE	2014DE06RDRP004	164 239 573,89	- 3 661 077,06	160 578 496,83	0,00	160 578 496,83	160 574 203,54	4 293,29	0,00
DE	2014DE06RDRP007	156 038 784,26	0,00	156 038 784,26	0,00	156 038 784,26	156 038 828,07	0,00	- 43,81
DE	2014DE06RDRP010	16 146 024,47	0,00	16 146 024,47	0,00	16 146 024,47	16 178 923,26	0,00	- 32 898,79
DE	2014DE06RDRP011	105 157 959,72	0,00	105 157 959,72	0,00	105 157 959,72	105 157 959,72	0,00	0,00
DE	2014DE06RDRP012	172 412 940,50	0,00	172 412 940,50	0,00	172 412 940,50	172 412 940,50	0,00	0,00
DE	2014DE06RDRP015	81 446 949,83	- 84 904,95	81 362 044,88	0,00	81 362 044,88	81 383 880,23	0,00	- 21 835,35
DE	2014DE06RDRP017	52 502 120,88	0,00	52 502 120,88	0,00	52 502 120,88	52 333 444,40	0,00	168 676,48
DE	2014DE06RDRP018	2 801 287,83	0,00	2 801 287,83	0,00	2 801 287,83	2 801 291,19	0,00	- 3,36
DE	2014DE06RDRP019	97 648 474,83	- 3 665 288,98	93 983 185,85	0,00	93 983 185,85	93 983 182,10	0,00	3,75
DE	2014DE06RDRP020	142 000 108,42	0,00	142 000 108,42	0,00	142 000 108,42	142 000 108,42	0,00	0,00
DE	2014DE06RDRP021	49 639 337,77	0,00	49 639 337,77	0,00	49 639 337,77	49 639 344,72	0,00	- 6,95

en EUR									
État membres	CCI	Dépenses 2024	Corrections (*)	Total	Montants non réutilisables	Montants acceptés et apurés pour l'exercice financier 2024	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier (**)	Solde à payer à la clôture de la période de programmation car le seuil de 95 % a été atteint (***)	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii - iv	vi	vii	viii = v - vi - vii
DE	2014DE06RDRP023	74 101 415,28	0,00	74 101 415,28	0,00	74 101 415,28	74 103 283,04	0,00	- 1 867,76
DK	2014DK06RDNP001	122 481 196,30	- 37 907,26	122 443 289,04	0,00	122 443 289,04	122 443 289,04	0,00	0,00
EE	2014EE06RDNP001	69 443 519,50	0,00	69 443 519,50	0,00	69 443 519,50	69 419 475,58	0,00	24 043,92
ES	2014ES06RDNP001	26 286 097,25	0,00	26 286 097,25	0,00	26 286 097,25	26 292 294,65	0,00	- 6 197,40
ES	2014ES06RDRP001	225 875 127,97	0,00	225 875 127,97	0,00	225 875 127,97	226 008 945,95	0,00	- 133 817,98
ES	2014ES06RDRP002	64 659 703,04	0,00	64 659 703,04	0,00	64 659 703,04	64 659 752,31	0,00	- 49,27
ES	2014ES06RDRP003	50 526 385,53	0,00	50 526 385,53	0,00	50 526 385,53	50 549 617,19	0,00	- 23 231,66
ES	2014ES06RDRP004	3 842 502,92	- 1 853,49	3 840 649,43	0,00	3 840 649,43	3 840 649,43	0,00	0,00
ES	2014ES06RDRP005	22 913 078,49	0,00	22 913 078,49	0,00	22 913 078,49	22 935 073,84	0,00	- 21 995,35
ES	2014ES06RDRP006	6 394 945,36	0,00	6 394 945,36	0,00	6 394 945,36	6 387 826,13	0,00	7 119,23
ES	2014ES06RDRP007	151 545 662,21	360 675,05	151 906 337,26	0,00	151 906 337,26	152 047 511,45	0,00	- 141 174,19
ES	2014ES06RDRP008	113 612 124,47	0,00	113 612 124,47	0,00	113 612 124,47	113 634 119,86	0,00	- 21 995,39
ES	2014ES06RDRP009	49 782 755,35	0,00	49 782 755,35	0,00	49 782 755,35	49 845 657,43	0,00	- 62 902,08
ES	2014ES06RDRP010	120 815 338,60	0,00	120 815 338,60	0,00	120 815 338,60	120 899 956,31	0,00	- 84 617,71
ES	2014ES06RDRP011	106 738 455,16	- 337 206,80	106 401 248,36	0,00	106 401 248,36	106 401 244,71	0,00	3,65
ES	2014ES06RDRP012	10 029 487,66	812,39	10 030 300,05	0,00	10 030 300,05	10 030 299,64	0,00	0,41
ES	2014ES06RDRP013	26 253 547,78	- 0,01	26 253 547,77	0,00	26 253 547,77	26 253 546,76	0,00	1,01
ES	2014ES06RDRP014	24 609 217,14	- 20 183,05	24 589 034,09	0,00	24 589 034,09	24 589 033,62	0,00	0,47
ES	2014ES06RDRP015	7 326 909,73	0,00	7 326 909,73	0,00	7 326 909,73	7 326 910,38	0,00	- 0,65
ES	2014ES06RDRP016	8 035 044,02	0,00	8 035 044,02	0,00	8 035 044,02	8 035 042,37	0,00	1,65
ES	2014ES06RDRP017	36 627 179,53	0,00	36 627 179,53	0,00	36 627 179,53	36 681 600,46	0,00	- 54 420,93
FI	2014FI06RDRP001	58 567 581,32	0,00	58 567 581,32	0,00	58 567 581,32	16 157 575,35	42 410 799,62	- 793,65

en EUR

État membres	CCI	Dépenses 2024	Corrections (*)	Total	Montants non réutilisables	Montants acceptés et apurés pour l'exercice financier 2024	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier (**)	Solde à payer à la clôture de la période de programmation car le seuil de 95 % a été atteint (***)	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii - iv	vi	vii	viii = v - vi - vii
FI	2014FI06RDRP002	804 168,88	0,00	804 168,88	0,00	804 168,88	804 168,88	0,00	0,00
FR	2014FR06RDNP001	31 368,35	0,00	31 368,35	0,00	31 368,35	0,00	31 368,35	0,00
FR	2014FR06RDRN001	1 367 157,09	0,00	1 367 157,09	0,00	1 367 157,09	1 367 157,10	0,00	- 0,01
FR	2014FR06RDRP001	32 256 259,43	0,00	32 256 259,43	0,00	32 256 259,43	32 256 259,42	0,00	0,01
FR	2014FR06RDRP002	14 346 561,85	- 37 944,75	14 308 617,10	0,00	14 308 617,10	14 308 617,11	0,00	- 0,01
FR	2014FR06RDRP003	21 896 073,23	0,00	21 896 073,23	0,00	21 896 073,23	21 896 073,21	0,00	0,02
FR	2014FR06RDRP004	69 581 910,47	- 1 477 586,49	68 104 323,98	0,00	68 104 323,98	68 104 323,98	0,00	0,00
FR	2014FR06RDRP006	13 778 570,61	0,00	13 778 570,61	0,00	13 778 570,61	13 778 570,60	0,00	0,01
FR	2014FR06RDRP011	10 433 534,21	0,00	10 433 534,21	0,00	10 433 534,21	10 433 534,21	0,00	0,00
FR	2014FR06RDRP021	37 444 468,98	0,00	37 444 468,98	0,00	37 444 468,98	37 444 468,97	0,00	0,01
FR	2014FR06RDRP022	25 045 270,93	0,00	25 045 270,93	0,00	25 045 270,93	25 045 270,97	0,00	- 0,04
FR	2014FR06RDRP023	15 906 575,74	0,00	15 906 575,74	0,00	15 906 575,74	15 906 575,75	0,00	- 0,01
FR	2014FR06RDRP024	42 406 052,00	0,00	42 406 052,00	0,00	42 406 052,00	42 406 052,02	0,00	- 0,02
FR	2014FR06RDRP025	51 738 052,80	0,00	51 738 052,80	0,00	51 738 052,80	51 738 052,80	0,00	0,00
FR	2014FR06RDRP026	51 657 547,70	0,00	51 657 547,70	0,00	51 657 547,70	51 657 547,71	0,00	- 0,01
FR	2014FR06RDRP031	21 858 414,42	0,00	21 858 414,42	0,00	21 858 414,42	21 858 414,45	0,00	- 0,03
FR	2014FR06RDRP041	46 763 676,53	0,00	46 763 676,53	0,00	46 763 676,53	46 763 676,52	0,00	0,01
FR	2014FR06RDRP042	20 098 137,00	0,00	20 098 137,00	0,00	20 098 137,00	20 098 137,00	0,00	0,00
FR	2014FR06RDRP043	40 051 048,77	0,00	40 051 048,77	0,00	40 051 048,77	40 051 048,78	0,00	- 0,01
FR	2014FR06RDRP052	65 231 877,96	0,00	65 231 877,96	0,00	65 231 877,96	65 231 877,96	0,00	0,00
FR	2014FR06RDRP053	54 459 195,16	- 109 087,00	54 350 108,16	0,00	54 350 108,16	54 350 108,15	0,00	0,01
FR	2014FR06RDRP054	36 890 541,71	0,00	36 890 541,71	0,00	36 890 541,71	36 890 541,77	0,00	- 0,06

en EUR									
État membres	CCI	Dépenses 2024	Corrections (*)	Total	Montants non réutilisa-bles	Montants acceptés et apurés pour l'exercice financier 2024	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier (**)	Solde à payer à la clôture de la période de programmation car le seuil de 95 % a été atteint (***)	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii - iv	vi	vii	viii = v - vi - vii
FR	2014FR06RDRP072	62 495 695,42	0,00	62 495 695,42	0,00	62 495 695,42	62 495 695,41	0,00	0,01
FR	2014FR06RDRP073	92 161 380,84	1 151 154,04	93 312 534,88	0,00	93 312 534,88	93 312 534,89	0,00	- 0,01
FR	2014FR06RDRP074	34 246 497,12	0,00	34 246 497,12	0,00	34 246 497,12	32 456 932,82	1 789 564,28	0,02
FR	2014FR06RDRP082	68 841 421,40	2 997 486,22	71 838 907,62	0,00	71 838 907,62	67 356 927,57	4 481 980,05	0,00
FR	2014FR06RDRP083	63 434 608,44	3 239 497,71	66 674 106,15	0,00	66 674 106,15	57 767 202,75	8 906 903,37	0,03
FR	2014FR06RDRP091	67 058 094,83	0,00	67 058 094,83	0,00	67 058 094,83	67 184 094,85	0,00	- 126 000,02
FR	2014FR06RDRP093	29 397 046,89	1 339 138,48	30 736 185,37	0,00	30 736 185,37	30 736 185,33	0,00	0,04
FR	2014FR06RDRP094	10 227 258,02	0,00	10 227 258,02	0,00	10 227 258,02	10 227 258,96	0,00	- 0,94
EL	2014GR06RDNP001	504 678 350,36	32 642 119,30	537 320 469,66	0,00	537 320 469,66	537 320 469,58	0,00	0,08
HR	2014HR06RDNP001	141 875 684,81	39 618 406,16	181 494 090,97	0,00	181 494 090,97	181 518 788,68	0,00	- 24 697,71
HU	2014HU06RDNP001	393 670 715,33	- 27 290 613,98	366 380 101,35	0,00	366 380 101,35	361 945 324,20	4 434 779,09	- 1,94
IE	2014IE06RDNP001	111 555 724,23	0,00	111 555 724,23	0,00	111 555 724,23	61 689 186,13	49 866 538,10	0,00
IT	2014IT06RDNP001	55 011 176,63	0,00	55 011 176,63	0,00	55 011 176,63	55 023 137,68	0,00	- 11 961,05
IT	2014IT06RDRN001	8 508 782,33	0,00	8 508 782,33	0,00	8 508 782,33	8 508 782,33	0,00	0,00
IT	2014IT06RDRP001	40 641 826,72	0,00	40 641 826,72	0,00	40 641 826,72	40 688 057,46	0,00	- 46 230,74
IT	2014IT06RDRP002	11 570 453,72	0,00	11 570 453,72	0,00	11 570 453,72	11 570 453,93	0,00	- 0,21
IT	2014IT06RDRP003	67 973 466,78	0,00	67 973 466,78	0,00	67 973 466,78	67 973 467,98	0,00	- 1,20
IT	2014IT06RDRP004	20 135 811,06	0,00	20 135 811,06	0,00	20 135 811,06	19 128 071,01	0,00	1 007 740,05
IT	2014IT06RDRP005	55 755 877,28	0,00	55 755 877,28	0,00	55 755 877,28	55 895 828,98	0,00	- 139 951,70
IT	2014IT06RDRP006	19 432 339,00	- 1 561,91	19 430 777,09	0,00	19 430 777,09	19 565 613,27	0,00	- 134 836,18
IT	2014IT06RDRP007	88 032 338,34	0,00	88 032 338,34	0,00	88 032 338,34	88 032 338,34	0,00	0,00
IT	2014IT06RDRP008	54 254 167,33	0,00	54 254 167,33	0,00	54 254 167,33	54 256 561,12	0,00	- 2 393,79

en EUR

État membres	CCI	Dépenses 2024	Corrections (*)	Total	Montants non réutilisables	Montants acceptés et apurés pour l'exercice financier 2024	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier (**)	Solde à payer à la clôture de la période de programmation car le seuil de 95 % a été atteint (***)	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii - iv	vi	vii	viii = v - vi - vii
IT	2014IT06RDRP009	77 460 532,17	0,00	77 460 532,17	0,00	77 460 532,17	77 460 533,26	0,00	- 1,09
IT	2014IT06RDRP010	60 808 350,80	0,00	60 808 350,80	0,00	60 808 350,80	60 806 790,68	0,00	1 560,12
IT	2014IT06RDRP011	16 553 188,39	0,00	16 553 188,39	0,00	16 553 188,39	16 553 188,79	0,00	- 0,40
IT	2014IT06RDRP012	54 704 018,50	0,00	54 704 018,50	0,00	54 704 018,50	55 460 455,47	0,00	- 756 436,97
IT	2014IT06RDRP013	5 438 935,88	0,00	5 438 935,88	0,00	5 438 935,88	5 468 051,30	0,00	- 29 115,42
IT	2014IT06RDRP014	66 552 848,69	- 0,03	66 552 848,66	0,00	66 552 848,66	66 596 045,23	0,00	- 43 196,57
IT	2014IT06RDRP015	3 436 743,10	0,00	3 436 743,10	0,00	3 436 743,10	3 046 743,05	0,00	390 000,05
IT	2014IT06RDRP016	44 760 926,72	1 414 363,61	46 175 290,33	0,00	46 175 290,33	46 175 402,93	0,00	- 112,60
IT	2014IT06RDRP017	57 657 643,81	- 1 749,76	57 655 894,05	0,00	57 655 894,05	57 769 076,38	0,00	- 113 182,33
IT	2014IT06RDRP018	36 903 344,53	0,00	36 903 344,53	0,00	36 903 344,53	37 016 394,90	0,00	- 113 050,37
IT	2014IT06RDRP019	117 465 033,59	- 36 290,73	117 428 742,86	0,00	117 428 742,86	118 059 428,88	0,00	- 630 686,02
IT	2014IT06RDRP020	127 544 950,82	- 15 684,43	127 529 266,39	0,00	127 529 266,39	127 757 380,43	0,00	- 228 114,04
IT	2014IT06RDRP021	203 563 284,95	0,00	203 563 284,95	0,00	203 563 284,95	204 455 354,86	0,00	- 892 069,91
LT	2014LT06RDNP001	207 057 881,77	0,00	207 057 881,77	0,00	207 057 881,77	207 057 950,19	0,00	- 68,42
LU	2014LU06RDNP001	887 292,35	14 280,52	901 572,87	0,00	901 572,87	12 047,19	889 525,68	0,00
LV	2014LV06RDNP001	79 846 517,64	0,00	79 846 517,64	0,00	79 846 517,64	79 846 517,64	0,00	0,00
MT	2014MT06RDNP001	22 868 822,08	- 183 809,60	22 685 012,48	0,00	22 685 012,48	22 816 384,85	0,00	- 131 372,37
NL	2014NL06RDNP001	86 732 798,53	0,00	86 732 798,53	0,00	86 732 798,53	86 873 897,23	0,00	- 141 098,70
PL	2014PL06RDNP001	1 160 085 806,40	23 604,41	1 160 109 410,81	0,00	1 160 109 410,81	1 160 113 045,14	0,00	- 3 634,33
PT	2014PT06RDRP001	25 824 941,97	0,00	25 824 941,97	0,00	25 824 941,97	25 817 715,06	0,00	7 226,91
PT	2014PT06RDRP002	449 014 995,35	- 17 105 659,93	431 909 335,42	0,00	431 909 335,42	431 571 431,40	3 077 609,37	- 2 739 705,35
PT	2014PT06RDRP003	16 216 623,03	0,00	16 216 623,03	0,00	16 216 623,03	16 269 932,68	0,00	- 53 309,65

en EUR

État membres	CCI	Dépenses 2024	Corrections (*)	Total	Montants non réutilisables	Montants acceptés et apurés pour l'exercice financier 2024	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier (**)	Solde à payer à la clôture de la période de programmation car le seuil de 95 % a été atteint (***)	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii - iv	vi	vii	viii = v - vi - vii
RO	2014RO06RDNP001	822 692 339,95	- 490 411,24	822 201 928,71	0,00	822 201 928,71	822 255 167,94	0,00	- 53 239,23
SE	2014SE06RDNP001	75 509 293,38	0,00	75 509 293,38	0,00	75 509 293,38	75 548 896,17	0,00	- 39 602,79
SI	2014SI06RDNP001	107 098 898,36	0,00	107 098 898,36	0,00	107 098 898,36	107 173 576,18	0,00	- 74 677,82
SK	2014SK06RDNP001	92 169 711,64	14 585 954,70	106 755 666,34	0,00	106 755 666,34	106 755 925,70	0,00	- 259,36

(*) Les dépenses déclarées dans les déclarations annuelles pour certains programmes entraînent des dépassements ou des suspensions au niveau des mesures. Le plafonnement ou les suspensions de ces dépassements seront pris en compte dans l'évaluation des futures déclarations trimestrielles.

(**) Les paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice financier, y compris l'apurement du préfinancement, comprennent les montants négatifs déclarés pour l'exercice financier 2024. Ces montants négatifs ont été ou seront compensés par les paiements trimestriels aux États membres concernés.

(***) Si les paiements ont atteint 95 % de la participation totale du Feader à un programme de développement rural, conformément à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013, le solde sera payé lors de la clôture du programme.

ANNEXE II

Apurement des comptes des organismes payeurs
Exercice financier 2024 — Feader

		Corrections conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013			
		Corrections portant sur la période de programmation 2014-2020		Corrections portant sur la période de programmation 2007-2013	
États membres	Devise	en monnaie nationale	en EUR	en monnaie nationale	en EUR
AT	EUR	0,00	0,00	0,00	48 809,50
BE	EUR	0,00	6 476,63	0,00	262,41
BG	BGN	271 870,41	0,00	7 760 293,71	0,00
CY	EUR	0,00	0,00	0,00	23 051,47
CZ	CZK	55 359,09	0,00	5 858 080,30	0,00
DE	EUR	0,00	42 409,04	0,00	399 728,51
DK	DKK	56 468,14	0,00	20 738,74	0,00
EE	EUR	0,00	935 525,85	0,00	158 200,00
ES	EUR	0,00	424 364,90	0,00	83 364,70
FI	EUR	0,00	30 232,93	0,00	104 371,25
FR	EUR	0,00	52 670,76	0,00	147 923,75
EL	EUR	0,00	53 156,57	0,00	1 093 549,19
HR	EUR	0,00	52 256,11	0,00	0,00
HU	HUF	15 436 304,00	0,00	136 989 605,00	0,00
IE	EUR	0,00	23 592,69	0,00	95 468,23
IT	EUR	0,00	134 014,22	0,00	1 751 002,33
LT	EUR	0,00	0,00	0,00	1 388 515,94
LU	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
LV	EUR	0,00	49 231,65	0,00	85 577,31
MT	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
NL	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
PL	PLN	895 960,15	0,00	4 712 892,02	0,00
PT	EUR	0,00	615 371,09	0,00	3 226 604,41

États membres		Corrections conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013			
		Corrections portant sur la période de programmation 2014-2020		Corrections portant sur la période de programmation 2007-2013	
		en monnaie nationale	en EUR	en monnaie nationale	en EUR
RO	RON	11,65	0,00	35 096 469,70	0,00
SE	SEK	36 402,78	0,00	6 357,88	0,00
SI	EUR	0,00	505,21	0,00	31 698,12
SK	EUR	0,00	112,43	0,00	437 933,57

ANNEXE III

Apurement des comptes des organismes payeurs

Exercice financier 2024 - Feader

Réductions dues aux délais de paiement par programme de développement rural pour l'exercice
2024 conformément à l'article 75, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1306/2013

(en EUR)		
États membres	CCI	Réductions pour non-respect des délais de paiement les plus récents pour l'exercice 2024
AT	2014AT06RDNP001	0,00
BE	2014BE06RDRP001	0,00
BE	2014BE06RDRP002	0,00
BG	2014BG06RDNP001	201 578,10
CY	2014CY06RDNP001	0,00
CZ	2014CZ06RDNP001	0,00
DE	2014DE06RDRP003	0,00
DE	2014DE06RDRP004	0,00
DE	2014DE06RDRP007	0,00
DE	2014DE06RDRP010	0,00
DE	2014DE06RDRP011	0,00
DE	2014DE06RDRP012	0,00
DE	2014DE06RDRP015	0,00
DE	2014DE06RDRP017	0,00
DE	2014DE06RDRP018	1 173,50
DE	2014DE06RDRP019	0,00
DE	2014DE06RDRP020	0,00
DE	2014DE06RDRP021	0,00
DE	2014DE06RDRP023	0,00
DK	2014DK06RDNP001	465 198,34
EE	2014EE06RDNP001	0,00
ES	2014ES06RDNP001	0,00
ES	2014ES06RDRP001	517 241,22
ES	2014ES06RDRP002	0,00
ES	2014ES06RDRP003	0,00
ES	2014ES06RDRP004	25 760,44
ES	2014ES06RDRP005	0,00
ES	2014ES06RDRP006	0,00
ES	2014ES06RDRP007	513 247,62
ES	2014ES06RDRP008	66 442,55
ES	2014ES06RDRP009	0,00
ES	2014ES06RDRP010	34 497,99
ES	2014ES06RDRP011	0,00
ES	2014ES06RDRP012	0,00
ES	2014ES06RDRP013	148 642,23

États membres	CCI	(en EUR)
		Réductions pour non-respect des délais de paiement les plus récents pour l'exercice 2024
ES	2014ES06RDRP014	0,00
ES	2014ES06RDRP015	0,00
ES	2014ES06RDRP016	0,00
ES	2014ES06RDRP017	7 703,37
FI	2014FI06RDRP001	0,00
FI	2014FI06RDRP002	0,00
FR	2014FR06RDNP001	0,00
FR	2014FR06RDRN001	0,00
FR	2014FR06RDRP001	712 163,61
FR	2014FR06RDRP002	417 256,40
FR	2014FR06RDRP003	206 495,56
FR	2014FR06RDRP004	0,00
FR	2014FR06RDRP006	0,00
FR	2014FR06RDRP011	2 465,84
FR	2014FR06RDRP021	191 767,45
FR	2014FR06RDRP022	336 462,64
FR	2014FR06RDRP023	50 514,08
FR	2014FR06RDRP024	694 761,78
FR	2014FR06RDRP025	82 024,75
FR	2014FR06RDRP026	37 219,78
FR	2014FR06RDRP031	43 904,57
FR	2014FR06RDRP041	270 999,35
FR	2014FR06RDRP042	110 378,36
FR	2014FR06RDRP043	101 833,63
FR	2014FR06RDRP052	1 245 344,80
FR	2014FR06RDRP053	152 198,84
FR	2014FR06RDRP054	489 604,48
FR	2014FR06RDRP072	804 182,28
FR	2014FR06RDRP073	179 824,05
FR	2014FR06RDRP074	125 344,00
FR	2014FR06RDRP082	287 834,11
FR	2014FR06RDRP083	35 659,91
FR	2014FR06RDRP091	810 921,80
FR	2014FR06RDRP093	70 472,31
FR	2014FR06RDRP094	646 495,44
EL	2014GR06RDNP001	20 090 022,97
HR	2014HR06RDNP001	1 181 740,90
HU	2014HU06RDNP001	1 418 800,85
IE	2014IE06RDNP001	0,00
IT	2014IT06RDNP001	0,00
IT	2014IT06RDRN001	0,00

États membres	CCI	(en EUR)
		Réductions pour non-respect des délais de paiement les plus récents pour l'exercice 2024
IT	2014IT06RDRP001	1 277,21
IT	2014IT06RDRP002	0,00
IT	2014IT06RDRP003	0,00
IT	2014IT06RDRP004	0,00
IT	2014IT06RDRP005	0,00
IT	2014IT06RDRP006	0,00
IT	2014IT06RDRP007	0,00
IT	2014IT06RDRP008	0,00
IT	2014IT06RDRP009	0,00
IT	2014IT06RDRP010	8 134,77
IT	2014IT06RDRP011	0,00
IT	2014IT06RDRP012	0,00
IT	2014IT06RDRP013	492,90
IT	2014IT06RDRP014	853,88
IT	2014IT06RDRP015	6 980,14
IT	2014IT06RDRP016	3 327 417,22
IT	2014IT06RDRP017	0,00
IT	2014IT06RDRP018	122,02
IT	2014IT06RDRP019	3 385,07
IT	2014IT06RDRP020	94 640,03
IT	2014IT06RDRP021	0,00
LT	2014LT06RDNP001	0,00
LU	2014LU06RDNP001	568,52
LV	2014LV06RDNP001	25 144,05
MT	2014MT06RDNP001	38 921,70
NL	2014NL06RDNP001	0,00
PL	2014PL06RDNP001	0,00
PT	2014PT06RDRP001	0,00
PT	2014PT06RDRP002	0,00
PT	2014PT06RDRP003	0,00
RO	2014RO06RDNP001	4 942 083,46
SE	2014SE06RDNP001	0,00
SI	2014SI06RDNP001	0,00
SK	2014SK06RDNP001	2 000 346,66